

| Note / 20 | Correcteur |
|-----------|------------|
|           |            |

| N° d'anonymat (4) |
|-------------------|
| 300               |

1 En 1789, un groupe de députés aux états généraux du Royaume de France se sont constitués assemblée nationale et ont prêté le serment de ne se séparer qu'après avoir donné à la France une constitution. Depuis quel régime ne s'est dispensé de placer au sommet de la hiérarchie de ses normes un texte constitutionnel organisant ses pouvoirs politiques, leur exercice et leurs relations selon des principes qu'il proclame fondamentale.

10 Cependant la France brilla dans son histoire par son instabilité constitutionnelle malgré le caractère suprême des différents textes qu'elle eut rédigés. A l'inverse de certains Etats comme les Etats-Unis d'Amérique ou l'Allemagne qui ont eu peu de constitutions (1 seule toujours en vigueur pour l'Amérique), la France en compte une douzaine. La dernière en vigueur a été rédigée en 1958 instaurant la Vème République, forme actuelle de l'Etat français.

25 Cette constitution, conformément aux principes postérieurs de Hans Kelsen, est aujourd'hui placée au sommet de l'ordre juridique et juridique français. Elle a été rédigée en réaction aux insuffisances de sa précédente de 1946, incapable de doter la IV<sup>ème</sup> République des outils nécessaires pour répondre aux crises politiques et juridiques de son temps dont notamment la Guerre d'Algérie.

30 Comme cela peut se retrouver dès le discours de Bayrou en 1946, l'actuelle constitution avait

(1) Indiquer la nature du concours.  
(2) Précisez le niveau : CME - CM1 - CM2 - CTE - CT1 - CT2 - CT1/VE - CAT2 - BSAT - BSTAT.  
(3) Pour les examens de langues, préciser : active, réserve, service détaché.  
(4) Ne rien inscrire dans cette case.  
(5) Le candidat porte au numérateur le numéro d'ordre de la feuille et au dénominateur le nombre total de documents constituant sa composition (ex. : 1/3 puis 2/3 et 3/3).

35 vocation à mettre sur pied un Etat parlementaire  
-nationalisé avec un Président actif mais dans une  
position d'arbitre. Ce dernier, sans être un "inaugurateur  
de chrysanthèmes" était en retrait devant un Premier  
Ministre chef de l'exécutif et pilote, avec son  
gouvernement, de la politique de la Nation. Le  
régime décrit ne saurait correspondre à l'exercice  
40 actuel des pouvoirs. Cela tient au fait que comme  
la III<sup>e</sup> la V<sup>e</sup> République dispose d'une importante  
longévité dans l'exercice de sa constitution.

45 Pourtant, la Constitution de 1958 est aujourd'hui  
très critiquée du fait de son évolution. Très rigide  
pour être facilement révisée, toujours elle n'a pu  
prévenir un déséquilibre des pouvoirs, elle est toujours  
révisée en réaction à une situation qui ne laisse plus  
place au choix... La France actuelle n'est plus  
50 confrontée au même engrenage que celle de 1958. La  
décolonisation a laissé place à la construction  
européenne. Le parlementarisme nationalisé s'est  
effacé devant le présidentielisme. Et enfin,  
le recours à certaines de ses dispositions est vécue  
55 comme un déni de démocratie alors qu'initiale-  
ment il était prévu l'inverse comme avec l'article  
59 alinéa 3.

60 Devant ces questions née l'interrogation suivante:  
La Constitution de 1958 est-elle aujourd'hui  
obsolette en France?

65 Devant les pratiques politiques, la Constitution  
de 1958 s'est montrée incapable à sauvegarder  
le régime parlementaire initialement prévu. De plus  
elle est contestée juridiquement dans sa place  
de sommet de la pyramide des normes au vue de  
l'affirmation du droit supranational européen.

70 Cependant il ne faut pas oublier qu'en France  
aujourd'hui le texte seul de la Constitution a  
été enrichi du bloc de constitutionnalité et a  
su s'adapter sans porter une atteinte aux droits  
fondamentaux. La Constitution doit être vu comme  
le volet fonctionnel du droit constitutionnel français.  
75 Avec l'émergence de l'Etat de droit, les principes  
constitutionnels fondamentaux sont sauvegardés des  
adaptations pratiques de la Constitution.

80 I) La constitution de 1958 devant la présidentiali-  
sation du régime et face au droit de l'Union  
européenne.

85 Le régime actuel de la V<sup>ème</sup> République n'a  
rien avoir avec celui mis en place en 1958. Cela  
tient en grande partie à la pratique de la constitution  
qui a fait émerger des "conventions de constitution"  
(P. Avril) une coutume constitutionnelle qui doit  
être intégrée à la Constitution elle-même. Un  
autre facteur de révision de la constitution fut  
90 l'émergence et l'affirmation du droit européen,  
primaire comme le nôtre. Révisée sans cesse à la  
suite des traités fondamentaux européens ces  
ceux-ci se sont même fait une place dans le corpus  
constitutionnel français.

95 A) Une dénaturation de la Constitution par  
ses "conventions"

100 En 1962, la Constitution marque une première  
limite pour le Président de Gaulle. Ce dernier veut  
faire en sorte que la magistrature suprême soit  
"isolée du ~~système~~ du suffrage universel". Mais  
pour procéder à une révision il n'utilise pas l'article  
89 mais l'article 11, celui du référendum législatif.

105

Cette première inconstitutionnalité qui ne peut être censurée, en raison de la légitimité démocratique du résultat conduit à deux conséquences. La première démontre que la lettre de la Constitution est dès cette date malécable à l'usage qui en est fait. La seconde est que le Président, premier représentant des Français car directement élu par eux, ne peut plus rester dans une posture d'arbitre pourtant assignée par la Constitution.

110

115

De plus, le Président de Gaulle, en faisant le choix, pouvoir propre que lui donne la Constitution, de Premier ministre qui il lui soit dévoués, va entretenir définitivement une pratique particulière de la Constitution. Selon cette interprétation, le Président dirige la politique de la Nation tout en conservant une irresponsabilité politique tandis que le Premier ministre en est le premier exécutant. La pratique du contre-seing ministériel pour les actes du Président entre dans un domaine autre que l'exercice de ses pouvoirs propres, demeurant obligatoire selon la lettre de la Constitution n'a plus la même implication politique et juridique. En effet le Premier ministre en France n'est plus, comme c'est écrit pourtant dans la Constitution, le chef de l'exécutif responsable devant le Parlement. En tant que premier exécutant de la politique présidentielle il demeure responsable devant le Parlement mais pour les actes du Président et devant responsable devant celui-ci politiquement.

120

125

130

135

140

Cette pratique de la Constitution n'a été relativisée qu'en période de "cohabitation". En effet dans le cas où le Président n'est pas du même bord politique que la majorité parlementaire alors il accepte de désigner un Premier ministre qui lui soit politiquement hostile. Mais là encore il s'agit d'une pratique

| Note / 20 | Correcteur |
|-----------|------------|
|           |            |

| N° d'anonymat (4) |
|-------------------|
| 300               |

1 coutumière ne résultant pas d'une application de la constitution. En effet, rien ne contraint constitutionnellement les Présidents qui sont confrontés à cette situation de désigner un premier ministre de son choix. C'est

5 uniquement le potentiel recours abusif à la mise en cause de la responsabilité du gouvernement par un recours à l'article 49 qui ont empêché les Présidents d'imposer le Premier ministre de leur choix. De plus le président disposant au pouvoir propre de dissoudre

10 l'Assemblée nationale, peut alors y recourir mais ne le fait pas en raison d'un manque d'opportunité politique.

15 De plus, la cohabitation, qui est pourtant le seul instant où la Constitution de 1958 est appliquée dans son esprit fondateur, est aujourd'hui un scénario proche de l'impossible. Suite à la loi organique inversant les calendriers électoraux pour que les élections législatives suivent l'élection présidentielle,

20 ainsi que la révision de 2000 faisant passer le mandat présidentiel à 5 ans, a émergé le fait majoritaire. Celui-ci veut que le Président et son Premier ministre se retrouve face à une Assemblée nationale majoritairement de la même couleur politique qu'eux. La

25 majorité politique parlementaire devient la majorité présidentielle. Dès lors pouvoirs exécutifs et législatifs tendant à se confondre, les députés de la majorité devenant les exécutants d'une politique gouvernementale initiée par le Président.

30 L'usage de l'article 49 alinéa 3 démontre ce déséquilibre des pouvoirs. Initialement il s'agit d'une

(1) Indiquer la nature du concours.

(2) Précisez le niveau : CME - CM1 - CM2 - CTE - CT1 - CT2 - CT1/VE - CAT2 - BSAT - BSTAT.

(3) Pour les examens de langues, précisez : active, réserve, service détaché.

(4) Ne rien inscrire dans cette case.

(5) Le candidat porte au numérateur le numéro d'ordre de la feuille et au dénominateur le nombre total de documents constituant sa composition (ex. : 1/3 puis 2/3 et 3/3).



arme parlementaire contre le gouvernement. Aujourd'hui  
il s'agit d'une arme de la majorité présidentielle  
contre l'opposition de la chambre basse puisque  
celle-ci ne sera politiquement pas en mesure de faire  
jouer la responsabilité du gouvernement car ne pourra  
pas adopter les motions de censure décrites par  
cet article.

Enfin, l'usage fait de l'article 89 démontre  
une nouvelle fois l'impact constitutionnel du fait  
majoritaire. Cet article prévoit 2 voies de révision  
possible de la Constitution, soit par référendum  
soit à la majorité des 3/5 du Parlement réunis  
en congrès. Si la voie du référendum est dans le  
texte le principe, elle est dans les faits l'exception.  
Le fait que la majorité soit acquise de manière  
absolue à l'Assemblée nationale encourage l'exécutif  
à réunir le Congrès plutôt que de risquer le référendum,  
pour autant outil de démocratie directe.

La pratique de la Constitution est telle qu'  
aujourd'hui la France est marquée par un désé-  
quilibre des pouvoirs et l'absence de responsabilité  
politique de l'exécutif autrement que de celle-ci  
ne peut être aujourd'hui démocratiquement mise à  
défaut que dans les urnes. Si bien qu'aujourd'hui  
la France soit marquée par la pratique du "corps  
Etat permanent" puisque nulle majorité survie plus  
de 5 ans depuis 2002.

Si la politique a mis à défaut l'efficacité de  
la Constitution, cette dernière est également con-  
currencée juridiquement par le droit de l'Union  
européenne.

B) Les constitutions européennes et le droit supra-national européen.

La France de 2020, contrairement à la France de 1958, est membre d'une organisation supra-nationale : l'Union européenne. Cette organisation est productrice de normes qui ont vocation à s'insérer dans l'ordonnement juridique de ses Etats membres. Si au regard de la constitution le droit dérivé ne pose pas spécialement problème, le droit primaire (celui des traités de l'UE) a un potentiel de concurrence.

Initialement les traités de l'UE ont été strictement considérés comme des traités internationaux en faisant application de l'article 55 de la constitution. Mais suite à une révision de la Constitution par l'Assemblée constituante, l'adoption d'un traité visant à modifier le droit primaire de l'Union synthétisée dans le TUE et le TFUE passe par une procédure à l'issue prévue à l'article 88 de la constitution, calquée sur le modèle de l'article 89. Comme pour ce dernier une voie de principe est celle du référendum et une voie secondaire permet d'y déroger avec un mécanisme similaire de majorité qualifiée.

Les textes organisant les pouvoirs de l'Union européenne sont donc révisables selon les mêmes conditions que celui organisant les pouvoirs de l'Etat français. Le droit primaire de l'UE peut être véritablement vu comme une "constitution supra-nationale". En effet des principes fondamentaux sont énoncés dans la Charte européenne des droits de l'Homme. Cette dernière est même opposable suite à l'affrontement jurisprudentiel de la Cour constitutionnelle allemande et le CJUE. L'organisation des pouvoirs

105

et l'ordonnement juridique est elle associée sont assurés par le TUE et le TFUE qui reprennent une formalisme très constitutionnel. Le traité de Lisbonne de 2007 qui les a créés faisait d'ailleurs immédiatement suite à l'échec de l'adoption d'une "Constitution pour l'Europe" en 2005.

110

Enfin, la pratique d'adoption des traités européens par la France tend à relativiser la place de la Constitution dans la hiérarchie des normes. En effet afin de garantir sa suprématie sur les normes de droit international le Conseil constitutionnel proscrit l'adoption de toute convention contraire à la constitution jusqu'à ce qu'elle soit révisée pour permettre l'adoption du traité. Jusqu'à aujourd'hui nul traité européen n'a échappé à cette règle constitutionnelle. Mais systématiquement la constitution a été révisée au besoin de l'adoption des traités du droit de l'Union ce qui tend à faire de l'intégral contrôle de constitutionnalité des traités un contrôle de conformité de la constitution à ces derniers.

120

125

130

135

140

Le texte même de la Constitution en France aujourd'hui ne saurait être vu comme l'exclusive norme suprême dans l'ordre juridique français. Cependant il a été présenté une vision restrictive de la constitution, appréciée uniquement comme le texte org de 1958. Aujourd'hui en France la Constitution doit s'entendre comme le bloc de constitutionnalité qui a permis de faire perdurer le texte de 1958 par son adaptabilité.



| Note / 20 | Correcteur |
|-----------|------------|
|           |            |

1

II) La France aujourd'hui, un Etat de droit garant d'une constitution élargie.

5

Le texte fondamental de la Constitution n'assure plus l'équilibre des pouvoirs et n'est pas en lui-même suffisant à défendre sa suprématie dans la hiérarchie des normes c'est parce qu'il n'est qu'une partie de ce qu'est aujourd'hui la Constitution de la France.

10

A) La suprématie du bloc de constitutionnalité garantie par l'Etat de droit.

15

En 1971, le Conseil constitutionnel rend sa décision Liberté d'association faisant de la Constitution un corpus de textes et non uniquement le texte 1958. Cette décision fait de la Déclaration des droits de l'Homme et du Citoyen de 1789 de la Charte de l'environnement de 2004 et surtout le Préambule de 1946 des textes

20

à valeur constitutionnelle. Ce dernier, en mentionnant les principes fondamentaux reconnus par les lois de la République ou les principes nécessaires à notre temps, ouvre la voie à un enrichissement jurisprudentiel important de la Constitution.

25

30

Ainsi par exemple l'élaboration par le Conseil constitutionnel ou le Conseil d'Etat (CE, Kon) d'un principe législatif d'application continue provenant d'un régime républicain antérieur ajoute une disposition constitutionnelle à laquelle toute norme doit se conformer. Ces PFRLR, comme les principes généraux du droit

(1) Indiquer la nature du concours.

(2) Précisez le niveau : CME - CM1 - CM2 - CTE - CT1 - CT2 - CT1/VE - CAT2 - BSAT - BSTAT.

(3) Pour les examens de langues, préciser : active, réserve, service détaché.

(4) Ne rien inscrire dans cette case.

(5) Le candidat porte au numérateur le numéro d'ordre de la feuille et au dénominateur le nombre total de documents constituant sa composition (ex. : 1/3 puis 2/3 et 3/3).

liée de disposition du bloc de constitutionnalité (Egalité des services publics issu DDHC) ont une valeur constitutionnelle qui ne peut faire l'objet d'une révision. Les valeurs et principes de la Constitution fondent sa suprématie permanente sur le droit de l'Union et toute forme de droit international comme la consacre par sa jurisprudence le Conseil constitutionnel et le Conseil d'Etat.

Lorsqu'en 1971 la France se dote d'une véritable cours constitutionnelle, similaire à la Cour suprême américaine ou celle existant en Allemagne, la V<sup>e</sup> république devient un Etat de droit. Cela tempère les évolutions du régime par les conventions de constitution car celles-ci ne peuvent entrer en confrontation avec les principes essentiels de la Constitution. Parce qu'une loi même adoptée par usage contemporain de l'article 45.3, est soumise à un contrôle de constitutionnalité par une véritable cours constitutionnelle, alors l'usage qui est fait de la Constitution ne peut lui nuire par ses conséquences.

La seule limite du contrôle de constitutionnalité est qu'il (élargi par la révision de 1974 autorisant la saisie du CC par 60 députés ou 60 sénateurs, et la QPC introduite par la révision de 2008) est qu'il ne peut porter sur les actes immanents politiques des pouvoirs constituants originaux et dérivés.

Ainsi, le droit de l'Union européenne ne peut devenir l'égal de la Constitution qu'à la condition que les représentants du peuple français démocratiquement élu (article 3) l'aient accepté. Mais compte tenu qu'ils ne sauraient ni porter atteinte à la forme républicaine du gouvernement

ni aux principes constitutionnels fondamentaux, la  
70 suprématie de la Constitution est garantie pleinement  
par l'Etat de droit aujourd'hui en France.

Enfin, les déséquilibres permis par le Texte de  
1958 cités en première partie doivent être relativisés  
75 au vu d'importantes révisions apportées par la  
Constitution.

B) Le déséquilibre des pouvoirs corrigé par  
les révisions de 2003 et 2008 et le fonctionnement  
80 démocratique des institutions.

La France d'aujourd'hui est décentralisée  
dans son organisation. Les déséquilibres des  
pouvoirs de l'Etat sont atténués par l'autonomie  
85 croissante des collectivités territoriales et garantie  
par la Constitution. Cette autonomie autorisée par  
la constitution va jusqu'à permettre aux diffé-  
rentes collectivités de déroger, à titre expérimental,  
à la légalité. Le manque de démocratie directe  
90 de l'Etat peut être comblé par l'usage des référen-  
dum localise inscrit dans la constitution.

La révision de 2003 a soufflé une énergie démocrati-  
que locale, renforcée par des dispositions législatives  
95 comme la loi NOTRe qui dessine un maillage  
institutionnel français décentralisé. Le développe-  
ment des nouvelles grandes régions, mais également  
des EPCl ou métropole pourra être source à  
l'avenir d'un affermissement de l'autonomie locale  
100 constitutionnellement garantie par le recours à un  
litige constitutionnel offert au collectivité ou les  
questions prioritaires de constitutionnalité qui leur  
sont ouvertes.

105

Les QPC sont évidemment la mesure constitutionnelle  
 phase des révisions de 2008. Mais il ne faut pas  
 oublier que celle portant sur "la modernisation  
 des institutions" avait surtout pour mérite de  
 prendre pleinement acte des évolutions du  
 régime de la V<sup>e</sup> République. Les dépositaires du  
 pouvoir politiques, principalement exécutif, sont  
 consacrant des engagemens démocratiques et s'appliquent  
 à adapter la constitution en conséquence. Dans ce  
 sens la révision de 2008 consacrait une véritable  
 existence politique de l'opposition parlementaire  
 en renforçant ses droits comme la maîtrise de l'ordre  
 du jour des assemblées.

115

120

Enfin, la Constitution depuis 1958 a montré  
 son adaptabilité aux engagemens politiques et juridiques  
 de la France d'aujourd'hui et celles d'hier.

125

130

135

140

En conclusion le texte de 1958 n'est plus  
 applicable dans l'esprit qui la fait naître. La  
 Constitution est aujourd'hui un bloc plus complexe  
 qui a prouvé son adaptabilité aux pratiques du  
 pouvoir et par ses révisions d'une certaine souplesse  
 procédurale. Non la Constitution n'est pas  
 obsolet et c'est elle qui fait de la France  
 d'aujourd'hui un Etat de droit démocratique  
 sous la forme d'une République <sup>semi</sup> présidentielle,  
 laïque, sociale et décentralisée (article 1<sup>er</sup>).